

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 03/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TECHCI RHONE ALPES**

205 Route de la Plaine  
ZA du Truison  
73240 Saint-Genix-Les-Villages

Références : PRICAE-RC-24-035-CG  
Code AIOT : 0006104459

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2024 dans l'établissement TECHCI RHONE ALPES implanté 205 Route de la Plaine ZA du Truison 73240 Saint-Genix-les-Villages. L'inspection a été annoncée le 19/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TECHCI RHONE ALPES
- 205 Route de la Plaine ZA du Truison 73240 Saint-Genix-les-Villages
- Code AIOT : 0006104459
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TECHCI, créée en 1983, est une entreprise spécialisée dans la fabrication de circuits imprimés à forte valeur ajoutée, principalement pour l'aéronautique et le militaire, mais également pour le ferroviaire. Elle dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 octobre 2010.

En 2021, l'industriel a bénéficié d'une aide de l'Etat dans le cadre du plan France Relance afin de

réaliser des travaux de modernisation de ses installations et d'augmenter ses capacités de production. Ce projet en cours concerne le remplacement de la ligne de galvanisation avec une augmentation du volume de bains (de 8000m<sup>3</sup> à 30000m<sup>3</sup>) qui entraînera un passage du seuil IED pour l'activité de traitement de surface. Aucune modification de fond du bâtiment, des réseaux, du système de traitement des eaux n'est impliquée. Selon l'exploitant une augmentation du volume d'effluents sera demandée.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Sécheresse
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Observations hors points de contrôle**

Un point est fait avec l'exploitant concernant l'avancement du dossier d'autorisation environnementale pour l'augmentation de capacité liée à la nouvelle ligne de galvanisation. L'exploitant précise que le dossier est en cours de finalisation par l'APAVE ; son dépôt est envisagé mi novembre 2024.

Lors de la visite du site, l'inspection a pu constater que la ligne est montée ; elle n'est pas opérationnelle selon l'exploitant et non utilisée le jour de la visite.

L'inspection précise lors de l'échange :

- l'attention à porter aux nouvelles modalités d'autorisation environnementale à compter d'octobre 2024 ;
- le sujet à travailler des rejets aqueux dans la zone protégée de la réserve naturelle du Haut Rhône français (AP de création en 2013). L'AIOT autorisée en 2010 préexiste mais les éventuelles augmentations de rejet de micropolluants demandées dans le dossier seront à analyser finement en termes d'acceptabilité par le milieu.

Ces points d'attention ne sont pas exhaustifs, le dossier devra prendre en compte l'ensemble des enjeux et exigences, incluant par exemple les rejets atmosphériques et la surveillance environnementale, non abordés lors de la présente visite.

### 2-3) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant respecte les volumes de prélèvement autorisés annuellement.

La fréquence de suivi du prélèvement doit être augmentée pour respecter la prescription de relevé quotidien.

Le PSH présenté démontre l'atteinte d'une sobriété hydrique satisfaisante.

Les valeurs de rejets aqueux présentent des non-conformités pour la concentration et la quantité de DCO rejetée. L'exploitant travaille à l'identification de l'origine des non-conformités, sans résultat pérenne au jour de la visite. Les non-conformités sont à résoudre.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dispositif de rétention des eaux polluées	AP de Mise en Demeure du 18/08/2022, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Connaissance et suivi des prélèvements d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Demande d'action corrective	1 jour
5	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 27/10/2010, article 4.2.2.	Demande d'action corrective	3 mois
6	Respect des VLE eau	Arrêté Préfectoral du 27/10/2010, article 4.3.9.1.	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur	Arrêté Préfectoral du 27/10/2010, article 4.1
3	Protection des réseaux d'eau potable	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16
7	Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
8	Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
9	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
10	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
11	Adaptations locales	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5
12	Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3	Arrêté Préfectoral du 07/06/2023, article Annexe III
13	Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3	Arrêté Préfectoral du 07/06/2023, article Annexe III

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositif de rétention des eaux polluées

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/08/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Confinement des eaux en cas d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b>  Réalisation d'un dispositif de confinement conforme à l'article 20 de l'arrêté du 9 avril 2019 sous 12 mois.
<b>Constats :</b>  Techci s'est engagée à commencer les travaux en novembre 2024 selon le courrier VPI/2403 daté du 22/07/2024. Lors de l'inspection aucun élément complémentaire n'a été apporté, le planning d'intervention de l'entreprise choisie pour la réalisation des travaux n'est pas détaillé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant s'assure du respect des échéances convenues avec l'inspection des installations classées. Il informe régulièrement de l'ouverture puis de l'avancée des travaux de mise en conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2010, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le prélèvement d'eau est autorisé dans les eaux souterraines pour un maximum annuel de 60 000m <sup>3</sup> et journalier de 120 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b>  L'exploitant précise lors de l'inspection les modalités de prélèvement d'eau. L'eau est prélevée dans un puits appartenant à la commune, situé à plusieurs centaines de mètres de l'installation. Dans ce puits sont présentes 4 pompes : 2 pour l'eau envoyée à Techchi (une seule étant en fonctionnement, l'autre a des fins de redondance) et 2 pour le prélèvement d'eau potable par la commune. La gestion de l'édicule du forage est totalement assurée par le syndicat des eaux Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable de la Région du Thiers (S.I.A.E.P.), l'exploitant n'y a pas accès (cela était le cas historiquement). La canalisation d'adduction de cette eau de forage entre sur le site en souterrain puis passe par deux systèmes tampons ; elle est ensuite distribuée dans l'usine. Un compteur est présent avant cette distribution. Selon les données renseignées par l'exploitant dans GEREPA ainsi que sur son PSH, le volume annuel est le suivant : 2019 : 40439 m <sup>3</sup> /an ; 2020 : 30753 m <sup>3</sup> /an ; 2021 : 29510 m <sup>3</sup> /an ; 2022 : 37811 m <sup>3</sup> /an ; 2023 : 38989 m <sup>3</sup> /an. Le volume annuel de prélèvement autorisé est ainsi respecté. L'exploitant n'ayant pas de relevé quotidien, l'analyse du respect du maximum de 120m <sup>3</sup> n'est pas réalisable.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Protection des réseaux d'eau potable**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des réseaux d'eau potable
<b>Prescription contrôlée :</b> Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.
<b>Constats :</b> Un équipement de disconnexion de type clapet anti retour est présent au niveau de l'arrivée de la canalisation d'eau de forage dans le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Connaissance et suivi des prélèvements d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Connaissance et suivi des prélèvements d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique réaliser un relevé mensuel pour l'ensemble du volume prélevé, et hebdomadaire sur chaque ligne de production (un compteur est présent en entrée de chaque ligne).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant organise sans délai le relevé quotidien du compteur de prélèvement d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 jour

**N° 5 : Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2010, article 4.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan des réseaux d'alimentation et de collecte est établi par l'exploitant et régulièrement mis à jour.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas de plan des réseaux. Un plan des réseaux hors du bâtiment, daté de 2023 et mis au point dans le cadre du dossier de demande d'autorisation en cours de finalisation, est présenté en séance. Il présente les différents types d'effluents et les eaux pluviales. L'exploitant précise qu'une cartographie des réseaux est en cours de mise au point ; un document

de travail présenté lors de l'inspection confirme un objectif interne pour cette mise au point au 15 octobre 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Un plan complet incluant tout le périmètre de l'ICPE est à réaliser.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Respect des VLE eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2010, article 4.3.9.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE eau
<b>Prescription contrôlée :</b> l'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur, les valeurs limite en concentration et en flux définies ci-dessous. L'arrêté du 9 avril 2019 modifié est également applicable ; il sévérise les concentrations journalières en Cu et Pb.
<b>Constats :</b> L'exploitant renseigne régulièrement les valeurs d'analyse dans GIDAF. Il a identifié depuis début 2024 des dépassements récurrents en concentration en DCO. Un document d'analyse est présenté lors de l'inspection. La cause des dépassements n'est pas clairement identifiée à ce stade ; un changement de ligne a été mis hors de cause par des prélèvements ciblés en sortie du nouveau procédé. En outre, l'inspection pointe des dépassements plus anciens concernant la DCO, en masse quotidienne.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant assure un traitement des effluents suffisant pour revenir à la conformité pour la concentration et le rejet massique en DCO. Il informe l'inspection des installations classées des actions menées en ce sens et du calendrier de résolution.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Réductions d'eau de l'exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des mesures de restrictions déterminées par l'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes : - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. [...] III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont

lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant selon les réponses apportées en séance, n'est pas au fait des réglementations nationale et locale. Toutefois, à la suite d'une sollicitation de l'IIC lors de l'étiage 2023, l'analyse avait été réalisée. Le zonage sécheresse de l'installation est bien identifié dans le PSH : secteur chartreuse - guiers. L'exploitant sollicitait dans sa réponse au sondage sécheresse régional une adaptation des prescriptions de réduction de prélèvement, au vu de la sobriété déjà atteinte (respect des MTD du secteur du traitement de surface).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Réductions imposables à l'exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des volumes de réduction imposés – volume de référence
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse. Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1er.
<b>Constats :</b>  Etant exempté de l'application des réductions au titre du II de l'article 2 de l'AM du 30 juin 2023, l'exploitant n'a pas calculé de volume de référence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Les installations exemptées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Installations non soumises à l'article 2
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :  - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;</li> <li>- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;</li> <li>- production, distribution et cogénération d'électricité ;</li> <li>- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;</li> <li>- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;</li> <li>- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;</li> <li>- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;</li> </ul> <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p> <p><b>Constats :</b> L'installation a réduit ses prélèvements de plus de 20% depuis 2018, et n'est pas soumise aux réductions au titre de l'AM ni au calcul du volume de référence. En effet selon les valeurs déclarées dans GEREP, le prélèvement a diminué de 44% entre 2018 et 2022. L'exploitant n'avait pas connaissance de cette exemption lors de l'inspection.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

**N° 10 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Déclaration hebdomadaire
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant :</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p> <p><b>Constats :</b> L'installation a réduit ses prélèvements de plus de 20% depuis 2018, et n'est pas soumise aux réductions au titre de l'AM ni au calcul du volume de référence. En effet selon les valeurs déclarées dans GEREP, le prélèvement a diminué de 44% entre 2018 et 2022. L'exploitant n'avait pas connaissance de cette exemption lors de l'inspection.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Adaptations locales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prescriptions locales plus contraignantes
<b>Prescription contrôlée :</b> Échéance : sans objet
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas connaissance de l'arrêté cadre applicable (arrêté du 7 juin 2023). Toutefois le principe d'une exemption de réduction en cas de l'atteinte de la sobriété est connu.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant assure la connaissance des exigences applicables au niveau national et local concernant la ressource en eau. Il met en place sans délai un suivi des niveaux de gravité atteints, par exemple en s'inscrivant aux alertes mail sur le site vigieau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2023, article Annexe III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Démonstration de la réduction du besoin en eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Restriction de prélèvement non applicable pour [...] les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en oeuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production ou via le report des opérations de maintenance consommatrices d'eau.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis au point un plan de sobriété hydrique selon le modèle de la DREAL, qui a été communiqué préalablement à l'inspection. Selon les chiffres présentés par l'exploitant dans le document, la sobriété hydrique de l'installation est démontrée au vu notamment de la consommation spécifique autour de 2 à 3 litre d'eau / m <sup>2</sup> traité / fonction de rinçage et par comparaison au maximum requis par les meilleures techniques de la profession (8 l/m <sup>2</sup> /fonction de rinçage - AM 9 avril 2019 art 55). L'utilisation d'eau est tracée par un compteur en amont de l'ensemble de l'installation ainsi que plusieurs compteurs ou debimètres, notamment en amont de chaque ligne de production. Le PSH liste les projets ayant conduit à ces résultats, incluant le remplacement de plusieurs groupes froid, et le renouvellement de plusieurs lignes qui permet de bénéficier de technologies plus sobres en eau : rinçage par arrosage asservi à la détection automatique des pièces ; augmentation du nombre de cascades de rinçage. Les projets à venir incluent le remplacement de la ligne d'oxydation (projet faisant l'objet d'un dossier en cours de préparation), la finalisation du remplacement des climatisations des ateliers et le remplacement de la machine à laver qui rince à l'eau les circuits après découpe.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant fournit sous un mois les modalités de calcul de l'indicateur spécifique des litres consommés par m <sup>2</sup> traité par fonction de rinçage, tel qu'affiché dans le PSH.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2023, article Annexe III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Présence et complétude du PSH
<b>Prescription contrôlée :</b>  Restriction de prélèvement non applicable pour [...] Ces différents éléments sont détaillés dans un Plan de Sobriété Hydrique (PSH), dont le contenu est fixé par les services de l'État.
<b>Constats :</b>  Le PSH présenté est satisfaisant ; des compléments ou précisions sont à apporter comme suit : <ul style="list-style-type: none"><li>• schéma de principe des flux d'eau à compléter pour identifier les compteurs présents au niveau de chaque ligne, les volumes annuels moyens à chaque point, et les différents usages de l'eau (rinçage mais aussi refroidissement selon les tuyauteries observées sur site et les explications fournies) ;</li><li>• onglet de recensement des actions : préciser l'intitulé des actions ; évaluer le gain en volume pour chaque action.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite